

## LE PROGRAMME DU DÉPARTEMENT TRAVAIL - EMPLOI S'ORGANISERA AUTOUR DE SIX AXES STRUCTURANTS :

### ■ Le travail et l'emploi demain, éléments de cadrage prospectifs

- ▶ Le groupe de travail sur le travail et l'emploi dans 20 ans, lancé en 2010, mettra en débat ses premières conclusions lors d'un séminaire au premier trimestre, suivi par la publication d'un rapport ;
- ▶ **Prospective des métiers et des qualifications (PMQ IV)** : l'année 2011 permettra de poursuivre les travaux sur des projections d'emplois par métiers et de départs en fin de carrière (les conclusions définitives seront rendues en 2012). Dans ce cadre seront abordées la question de la mobilité des seniors, celle du marché du travail des femmes et celle de l'immigration et des métiers en tension. Seront également produits des travaux sur le marché du travail des jeunes à l'horizon 2020. L'année sera également ponctuée par l'actualisation de la note annuelle sur les métiers, et par le lancement de travaux d'appui méthodologique à la prospective régionale et à la prospective sectorielle.

### ■ Le marché du travail en France : éclairage sur quelques problématiques structurelles

- ▶ **Salaires et coût du travail** : formation des salaires en France (quelle influence de la crise ? Quels scénarios d'évolution des salaires et du partage de la valeur ajoutée ?), exonérations générales de charges (où en est-on du débat et des propositions sur le sujet ?), pratiques de rémunération en Europe (quels sont les déterminants des différentes stratégies salariales ? Quels sont leur efficacité respective en termes de productivité et leurs effets sur les inégalités salariales ?) ;
- ▶ **le contrat de travail** : approche par les comparaisons internationales (existe-t-il des pays dotés de dispositifs de type "contrat unique" ou contrat à droits progressifs, "pré-recrutement", ou autres types de contrats de travail innovants ?) ;
- ▶ **la dualité / segmentation du marché du travail** : il s'agira ici d'affiner l'analyse qui consiste à observer le marché du travail sous l'angle de la seule dualité CDD / CDI, et de déplacer le regard pour mieux appréhender la réalité de la segmentation qualitative entre demandeurs d'emploi et salariés – où est en effet le vrai clivage ? La dualité CDD / CDI n'est-elle qu'une étape dans l'insertion des jeunes, ou un problème ayant des effets durables ? Est-ce le bon critère pour mesurer la qualité de l'emploi ?



- ▶ **l'insertion professionnelle des jeunes diplômés** : quels sont les instruments facilitant la transition étude / emploi (cumul emploi-études, prêt étudiant, bourses CIFRE, pré-recrutement contre engagement à rester dans l'entreprise... ) ?
- ▶ **l'emploi des seniors**, analysé sous l'angle de la mobilité professionnelle, dans une perspective internationale (quelles sont les caractéristiques dominantes de la mobilité professionnelle des seniors ? Quels sont les différents types de marché du travail chez les seniors selon les métiers et les secteurs d'activité ?) ;
- ▶ **les effets d'hystérèse** en France : alors que l'économie française est souvent qualifiée de peu "résiliente", il s'agira d'apprécier l'impact de la crise, *via* le marché du travail, sur les inégalités et la pauvreté, et de proposer une typologie complète des risques liés à l'emploi en sortie de crise (non-emploi, sous-emploi, déqualification...). L'objectif poursuivi sera également de réfléchir, dans une perspective de long terme, à la contribution de la politique de l'emploi à la lutte contre la pauvreté ;
- ▶ **l'accompagnement des demandeurs d'emploi** : une comparaison internationale (approche systémique et mise en lumière de pratiques innovantes dans d'autres pays).

## ■ De nouveaux modes d'action dans la politique de l'emploi et du travail

Dans un double contexte de contrainte budgétaire (contexte immédiat, mais durable) et de probables pénuries de main d'œuvre à venir dans de nombreux secteurs, il s'agira de réfléchir à de nouvelles manières de bâtir les politiques de l'emploi et du travail. Deux exemples :

- ▶ la méthode de l'"**appel à projets**" dans les politiques de l'emploi : y a-t-il un intérêt à s'inspirer de cette méthode "*bottom up*", bien connue dans d'autres domaines (recherche, aide au développement, etc.), dans le champ de l'emploi ? Sur quels sujets, selon quelles modalités et à quelles conditions ?
- ▶ l'analyse et l'évaluation des "**obligations de négocier**" – notamment les expériences récentes : mesures seniors, mécanisme de conditionnalité des exonérations de charges à la négociation salariale, obligation triennale de négociation sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC), etc.

## Travail - Emploi

### ■ “Crise du travail”, “crise du management” : comment en sortir ?

Il s’agit ici d’identifier les nouveaux enjeux dans le domaine des conditions de travail :

- ▶ les pratiques “socialement responsables”, notamment en matière de ressources humaines, et la performance économique de l’entreprise ;
- ▶ l’influence des **changements technologiques et organisationnels** sur le mode de gestion des ressources humaines (construction des compétences, formation et mobilité interne et externe) dans l’**administration publique**. Un colloque sur ce sujet sera organisé en collaboration avec l’École nationale de l’administration publique (ENAP, Canada) ;
- ▶ les **TIC et les conditions de travail** ;
- ▶ les **entreprises et les risques psychosociaux** ;
- ▶ **conditions de travail et sous-traitance** (selon les secteurs d’activité ou l’intensité de la sous-traitance) : quel impact de l’externalisation sur les conditions de travail et la qualité des emplois (notamment en fonction du positionnement sur la chaîne de valeur) ?

### ■ Dialogue social, négociation sociale

Cette question sera abordée sous l’angle :

- ▶ de la **représentativité patronale** ;
- ▶ de la réforme de la **représentativité syndicale** (notamment : quels effets de la mise en œuvre du principe majoritaire ?).

Un colloque sera consacré aux évolutions du dialogue social à la fin du premier semestre.

### ■ Formation professionnelle - Enseignement supérieur

L’ensemble des travaux dans ce domaine, décrits ci-après, nourriront notre réflexion pour l’organisation d’un colloque international sur “l’Université dans le monde” : comment améliorer les relations entre la sphère universitaire et de recherche, les entreprises et le domaine de la décision publique ?



Nous apporterons au cours de l'année des éléments de réponse aux questions suivantes :

- ▶ comment la question de l'**apprentissage** est-elle abordée en France et en Europe (notamment en Allemagne) ?
- ▶ l'accès des adultes à la formation professionnelle (notamment, quels sont les effets du Droit Individuel à la Formation et de la réforme de 2009 ?) ;
- ▶ l'offre de **formation professionnelle dans l'enseignement supérieur** en France, dans une approche comparative (OCDE) : poids et évolution de l'offre, place de l'Université dans ce processus, équilibre entre formations générales et formations professionnelles, etc. ;
- ▶ les **services rendus aux étudiants** par les universités à l'étranger et les enseignements à en tirer en France (accueil et orientation, vie étudiante, aide à l'insertion professionnelle des jeunes diplômés) ;
- ▶ **recrutement, affectation et évaluation des enseignants du supérieur** : une comparaison internationale ;
- ▶ dans un contexte de concurrence mondiale pour l'attractivité de la main d'œuvre qualifiée, comment parvenir d'une part à **attirer la migration qualifiée**, d'autre part à limiter ou à tirer le meilleur parti de l'**expatriation** des diplômés du supérieur ?